

# Le Programme Local de l'Agriculture en action sur le Pays de Rennes

Lettre n°2 - Juin 2012



## Agenda

### 28 juin 2012 :

Table-ronde dans le cadre des rencontres nationales des SCoT qui se déroulent à Nantes : Le SCoT, peut-il avoir un projet agricole ?

### 5 et 6 Juillet 2012 :

Rencontres Annuelles « Terres en Villes » à Lille (<http://www.terresenvilles.org>)

### Jusqu'au 26 Août 2012 :

Exposition "Le Grand Espoir, campagne années 60" à l'écomusée du Pays de Rennes

### Du 11 au 14 Septembre 2012 :

Salon International de l'élevage - SPACE à Rennes - Parc Expos (<http://www.space.fr>)



## Brèves d'actualités

Mardi 5 juin, les « Terriaes » ont accueilli dans une ferme de Cesson-Sevigné 450 enfants du canton de Châteaugiron et de Rennes Métropole. Objectif : faire découvrir les activités d'une exploitation agricole  
[En savoir plus](#)

## Le Point sur la soirée débat « Le Foncier, un bien commun à partager »

Dans le cadre du Programme Local de l'Agriculture, le 13 décembre dernier, une centaine de personnes, élus et responsables agricoles ont débattu des outils et partager les expériences permettant de mieux partager les usages de l'espace agricole.

*Lire la suite page 2*

## Paroles à...

### Breizh Bocage : la mécanique est lancée

Le programme régional entre dans sa phase opérationnelle avec la plantation de plusieurs kilomètres de haies dans certaines communes du Pays de Rennes.

*Lire la suite page 3*



### Échanges parcellaires: les initiatives se multiplient

Les communes de Montreuil-Le-Gast et de Saint-Médard-sur-Ille ont lancé une démarche d'échanges parcellaires au niveau communal. D'autres communes devraient suivre.

*Lire la suite page 4*



### PLU et Agriculture : l'exemple de Brécé

Dans cette commune, la municipalité a profité du passage de son POS en PLU pour réaliser un diagnostic agricole participatif associant les exploitants

*Lire la suite page 5*



### Rennes, ville vivrière

Une trentaine d'élèves ingénieurs d'Agrocampus-Ouest, lors de deux promotions successives, se sont livrés à un exercice prospectif questionnant l'autonomie alimentaire des agglomérations.

*Lire la suite page 6*



## Lu sur le web

Installation de la première unité de méthanisation agricole sur le Pays de Rennes

[En savoir plus](#)

# Retour sur la soirée-débat : "le foncier, un bien commun à partager"

*Dans le cadre du Programme Local de l'Agriculture, le 13 décembre dernier à l'Ecomusée du Pays de Rennes, a été organisé, au moment de la diffusion de l'observatoire de l'agriculture périurbaine, un débat sur le thème du foncier : "le foncier, un bien commun à partager". Une centaine de personnes, élus et responsables agricoles ont débattu des outils et partagé les expériences permettant de mieux partager les usages de l'espace agricole.*

Éléments de conclusion de la soirée-débat sur le foncier par Bernard Poirier (Président du Pays de Rennes) et Gilles Guillomon (Secrétaire général de la Chambre d'Agriculture)

Le foncier est un bien rare dont la première fonction est nourricière, même s'il permet la production d'autres biens ou d'énergie. Le principe de la ville archipel qui mélange ville et agriculture est extrêmement exigeant. Il s'agit du partage de l'espace de vie. Si on ne se met pas d'accord entre les acteurs, la ville finira par avancer sur l'agriculture qui s'éloignera (comme le long de la route de Nantes où il n'y a plus de siège d'exploitation). Il faut donc que les agriculteurs aient confiance dans la ville et que cette dernière prenne en compte les fonctionnalités agricoles. Il faudrait aussi que les agriculteurs soient vigilants sur l'avenir du territoire agricole sur lequel ils exercent, soit 91 % des espaces protégés par les documents d'urbanisme.

L'agriculture est aujourd'hui à un tournant



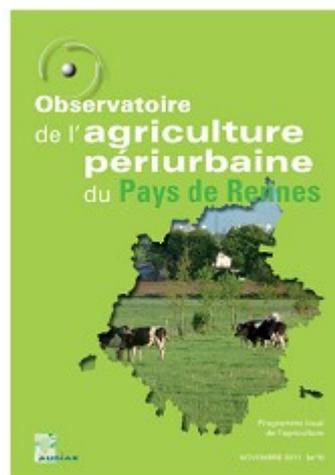
De gauche à droite : Gilles Guillomon, Philippe Desnos (réseau Tramel) et Bernard Poirier.



avec une remise en cause du modèle agricole des années soixante, qu'il soit fondé ou non. Ce nouveau virage est sûrement de l'ordre de ce qu'a pu connaître l'agriculture bretonne il y a cinquante ans, comme l'illustre l'exposition « Le grand espoir ». Dans le prolongement, trois conférences-débats vont avoir lieu sur l'évolution de l'agriculture aux différentes échelles : les enjeux planétaires, le grand territoire régional et le local (Écomusée et Champs Libres).

Le syndicat mixte du SCoT est aussi un lieu adapté pour ce genre de discussion et même si le SCoT a été « un peu généreux » en surface d'extension, il est certain que le prochain sera plus économe en foncier (passer de 5 000 hectares à 3 000 par exemple, en jouant sur le renouvellement urbain, les étages, le mixage habitat et activités...).

Comme l'annonçait le titre de la soirée-débat, le foncier est un espace à partager. Le consensus est difficile car il y a des conflits d'usages et des conflits d'intérêts. Pour cela, il est important d'avoir des lieux d'échanges ou de débats où peuvent être discutées en amont les décisions à prendre dans l'intérêt des habitants, des exploitants et des territoires. L'Observatoire de l'Agriculture du Pays de Rennes ambitionne d'être un de ces lieux de production de diagnostics partagés et de dialogue.



<http://www.audiar.org/etudes/observatoire-de-lagriculture-du-pays-de-rennes>

# Breizh Bocage : la mécanique est lancée

*Le programme régional entre dans sa phase opérationnelle avec la plantation de plusieurs km de haies dans certaines communes du pays de Rennes.*

Breizh Bocage est un programme incitatif de replantation de haies et de regarnissage de talus basé sur le volontariat. « Il a pour but de reconstituer le bocage breton » explique Patrick Souben, technicien forestier, animateur Breizh Bocage à la Draaf pour le département Ille-et-Vilaine. L'érosion est de 1.1% par an en Bretagne, elle est encore plus importante en Ille et Vilaine (1.6%/an). « Le bocage a été divisé par deux depuis 1950. Il n'y a pas eu de renouvellement et surtout il est vieillissant. » Un phénomène accentué par les changements climatiques (canicule sécheresse...) qui ont entraîné un dépérissement du chêne pédonculé très présent dans le département.

L'opération est destinée à tous, particuliers, communes mais la cible prioritaire reste les agriculteurs pour reconstituer un maillage bocager suffisant. Seules des essences locales sont utilisées. Breizh Bocage s'occupe de tout (travaux, plants, paillage...). Le programme est financé par l'Union Européenne à travers le Feader (1), l'Agence de l'eau Loire Bretagne, la région Bretagne, le département et selon les cas les syndicats intercommunaux de bassin versant ou les intercommunalités. Sur le Pays de Rennes, Rennes Métropole porte le projet (animation et travaux) sur les bassins versants de la Flume et celui de l'Ille et l'Illet. De nombreuses communes se sont lancées notamment : La Chapelle-Thouarault, Le Verger, Betton, Thorigné Fouillard, Saint-Grégoire, Montgermont, Le Rheu, Gévezé, Melesse, Montreuil-Le-Gast, Chevaigné, Mouazé, Saint-Sulpice La Forêt, Saint-Médard-sur-Ille, Saint-Aubin-d'Aubigné, Saint Germain-sur-Ille, Guipel, La Mézière, Langouët, Saint Gondran, Vignoc, St Symphorien.

Ce programme pluriannuel d'aides se déroulera jusqu'en décembre 2013. « La mécanique est lancée véritablement depuis courant 2008. Nous nous sommes donnés les moyens pour reconstituer le bocage estime Patrick Souben. Par contre, son rajeunissement ne pourra pas se faire en

trois ou quatre ans. La dynamique positive doit se poursuivre. » Il rappelle l'importance des réseaux locaux pour mobiliser les agriculteurs.

Guillaume Houitte, producteur laitier à Langouët, fait partie des volontaires. Suite au remembrement, sa commune a perdu beaucoup de son bocage. « Dès que j'ai eu connaissance de l'action, je m'y suis intéressé » explique l'agriculteur, persuadé du bien fondé de la reconstitution des haies. « Il suffit d'observer un troupeau de vaches sous la pluie pour se rendre compte de son rôle protecteur pour les animaux constate l'éleveur. Elle a également un intérêt pour les cultures en les protégeant des vents desséchants comme nous avons pu connaître ses dernières années, sans parler de conserver la biodiversité et l'habitat pour les prédateurs. »

« La technicienne de Breizh Bocage est venue sur l'exploitation, nous avons fait un tour des parcelles » poursuit-il. Ensemble, ils ont déterminé les essences qui seraient les plus adaptées, essentiellement des haies brise-vents et des haies de haut-jets pour cette exploitation. Les travaux de plantation ont eu lieu en janvier 2011. Au total, 3 km de haies ont été plantées bien loin des 300 à 400 mètres de linéaire présents sur l'exploitation à l'origine. Breizh Bocage va entretenir les haies durant trois ans, ensuite, Guillaume prendra le relais.

(1) Fonds européen agricole pour le développement rural

[Pour en savoir plus](#)



# Échanges parcellaires : les initiatives se multiplient

*Les communes de Montreuil-Le-Gast et de Saint-Médard-sur-Ille ont lancé une démarche d'échanges parcellaires au niveau communal. D'autres communes devraient suivre.*

"A la demande de la commission agriculture de la Communauté de Communes du Val d'Ille, la chambre d'agriculture a été sollicitée pour réfléchir à la mise en place d'échanges parcellaires" explique Soazig Perche de la Chambre d'Agriculture. L'objectif est de travailler à l'échelle des communes, niveau le plus pertinent pour s'appuyer sur les élus locaux et constituer un comité de pilotage. En 2011, des réunions de sensibilisation ont été organisées à Melesse, Montreuil-Le-Gast et Saint-Médard-sur-Ille pour savoir si la démarche pouvait susciter l'adhésion des agriculteurs localement. L'accueil a été très positif à Montreuil-Le-Gast (60% d'agriculteurs présents) et à Saint-Médard-sur-Ille (67%). Une cartographie a été réalisée dans chaque commune. Les projets portaient respectivement sur 15 ha et 30 ha aussi bien pour des échanges en jouissance qu'en propriété. « La contractualisation de Mesure Agri-Environnementale est souvent un frein » reconnaît Soazig Perche. A Melesse, en raison d'un contexte foncier particulier, la sollicitation n'a pas été suivie d'effets à l'échelle de la totalité de la commune mais des initiatives plus localisées ont permis d'engager des échanges intéressants. Entre temps, Guipel a lancé une opération similaire. Mais là encore, la situation foncière en lien avec la présence d'une carrière en plein développement bloque la démarche. Certaines communes attendent aujourd'hui la mise en place de l'Atlas du parcellaire pour démarrer. « L'important pour que cela fonctionne est d'avoir une bonne synergie entre les agriculteurs, les propriétaires et les élus de la commune » confirme-t-elle. A Melesse, si la démarche ne s'est pas

poursuivie à l'échelle communale, cela n'empêche pas certains agriculteurs de faire des échanges, à l'exemple de Serge Hannier. Il est producteur laitier sur 58 ha dont 5.50 ha à 7 kms de son site d'exploitation. Des parcelles qui sont enclavées dans la ferme d'un autre agriculteur, Jean-Pierre Honoré alors que ce dernier cultive des terres à 3 km de chez Serge. Après discussions, ils ont décidé d'échanger leurs parcelles en jouissance. Entre-temps, deux autres agriculteurs voisins des terrains rapprochés ont décidé de participer à l'opération. Au final, grâce aux échanges réalisés entre les quatre exploitants, Serge a pu rapprocher 5 ha à 2 km de sa stabulation, lieu de son deuxième site d'exploitation.

« J'ai perdu une surface de 50 ares dans l'histoire mais je mesure tous les jours le gain de temps et les économies de fuel que m'apporte cet échange précise l'agriculteur. Pour l'ensilage de maïs, je vais pouvoir passer de 7 à 4 remorques. Aucun de nous n'a envie de faire machine arrière. »



# PLU et agriculture : l'exemple de Brécé

*Dans cette commune, la municipalité a profité du passage de son POS en PLU pour réaliser un diagnostic agricole participatif associant les exploitants*

« Depuis 2011, nous avons démarré tout un travail pour transformer notre plan d'occupation des sols (POS) en plan local d'urbanisme (PLU) » explique Jean-Paul Gérard, agriculteur, premier adjoint à Brécé. Située à 10 km à l'est de Rennes, sur l'axe Rennes-Paris, la commune compte 1950 habitants pour une surface de 716 ha dont 370 ha de surface agricole. Il reste neuf exploitations agricoles (lait, moutons, brebis laitières, porcs...).

La mise en œuvre du PLU nécessite la réalisation de nombreux diagnostics : économique, démographique, environnemental... . S'agissant de la partie agricole, la commune a décidé de réaliser un diagnostic agricole participatif. En clair, les agriculteurs ont été invités à faire le point sur leurs exploitations à partir de cartes : localisation des bâtiments, surfaces réellement exploitées... Ils ont évoqué leurs préoccupations par rapport à leurs activités. Ils ont pu prendre connaissance des emplacements réservés (sentiers de randonnées...).

« A Brécé, le problème d'urbanisation concerne principalement une exploitation proche du bourg » précise Jean-Paul Gérard. En parallèle, la commune va engager une restructuration du centre bourg pour densifier l'habitat. Le diagnostic a permis de mettre en évidence l'accroissement du nombre de parcelles qui sont classées en zone agricole mais ne sont plus exploitées pour l'agriculture mais à des fins de loisirs (chevaux...). « Trente hectares sont concernés. » Autre problématique : les

déplacements. La commune est traversée par une quatre voies, la voie ferrée et la rivière (la Vilaine). La circulation des engins agricoles est donc compliquée avec notamment des ponts limités en hauteur ou en largeur.

"Le diagnostic agricole participatif ne va pas modifier en soi le zonage du futur PLU " reconnaît le premier adjoint. "Depuis de nombreuses années, nous savons qu'une surface de 15 ha est vouée à l'urbanisation à l'horizon des vingt prochaines années dont 10 ha à moyen terme. L'intérêt de toutes ces démarches est d'associer les agriculteurs à la réflexion avant que le document soit finalisé. Pour aller plus loin sur le volet agricole, nous avons décidé d'analyser le règlement du PLU pour voir les incidences pour l'espace agricole". L'enquête publique concernant le PLU doit démarrer dans les prochaines semaines



# Rennes ville vivrière, une étude prospective d'Agrocampus sur l'autonomie alimentaire des agglomérations

Rédaction : Pascal Verdier

*Une trentaine d'élèves ingénieurs d'Agrocampus-Ouest, lors de deux promotions successives, se sont livrés à un exercice prospectif questionnant l'autonomie alimentaire des agglomérations.*

Appuyant leurs réflexions à partir du cas de Rennes Métropole, ils ont abordé diverses questions : les circuits courts de proximité peuvent-ils nourrir toute l'agglomération, en quantité et en variété, quelles surfaces seraient nécessaires ? Quelle capacité d'adaptation de notre système alimentaire à d'éventuelles crises économiques ou énergétiques majeures ? Quelle capacité d'auto-production potagère des ménages, les espaces verts urbains pourraient-ils être productifs, et les toits plats ? Quelles conséquences sur l'emploi dans toute la chaîne agro-alimentaire ? Les consommateurs y sont-ils prêts ?...

Ils ont ainsi défini à l'horizon 2020 un scénario tendanciel et un scénario d'autonomie, établi des modèles agronomiques, alimentaires, logistiques, commerciaux et conduit des enquêtes sociologiques sur les pratiques alimentaires et les attentes des habitants-consommateurs.

En résumé, leurs résultats montrent que l'aire d'approvisionnement potentielle d'une agglomération de 400 000 habitants resterait contenue dans un rayon d'une vingtaine à une trentaine de km. La surface nécessaire pour nourrir une personne dépend avant tout du régime alimentaire plus ou moins carné.

Enfin, il existe bien un potentiel de production à reconquérir sur les espaces verts et toits plats, mais qui reste limité comparé aux surfaces agricoles péri-urbaines, d'où l'enjeu ainsi réaffirmé de ne pas gaspiller le foncier agricole auprès des villes.

Des scénarios logistiques et commerciaux ont cherché comment relocaliser la transformation et la distribution, et à estimer les impacts sur l'emploi, qui apparaissent assez neutres quantitativement, mais plus riches en contenu (les circuits plus courts génèrent des tâches plus diversifiées, et plus de relations sociales).

Les enquêtes ont révélé chez les habitants une forte envie de produire eux même, y compris dans les trames vertes urbaines, et de se réapproprier leur alimentation, elles ont révélé différentes tendances vis à vis des circuits courts et des comportements d'adaptation variés en cas de crise.

Ces résultats plus détaillés peuvent être retrouvés dans deux rapports qui présentent de façon exhaustive les modèles élaborés et analyses, téléchargeables sur <http://www.adt-rennes.com/>. Une synthèse plus facilement diffusable est en préparation.

Contacts : Catherine Darrot – Laboratoire de développement rural – [catherine.darrot@agrocampus-ouest.fr](mailto:catherine.darrot@agrocampus-ouest.fr)

